

INTRODUCTION

états générEux pour l'enfance : le cahier de doléances

Depuis plusieurs années, les raisons d'être inquiets devant les politiques gouvernementales concernant les enfants ne cessent de croître. Dans de nombreux secteurs, on assiste au dénigrement de tout travail d'accompagnement ou de prévention. Et, inversement, à la mise en place de dispositions qui procèdent d'une logique illusoire, contre-productive et néfaste pour les enfants et la société tout entière. Une logique qui présente la jeunesse comme un problème ; qui rend les familles seules responsables des difficultés de leurs enfants au point de les pénaliser financièrement ; qui prétend que par la contention, la mise à l'écart de ceux qui posent problème, les sanctions et le contrôle de plus en plus précoce des comportements, on protégera la société.

Cette évolution a valu à la France, en 2004 et en juin 2009, de sévères remarques du Comité des droits de l'enfant de L'ONU. Cet organisme est chargé de veiller au respect, par les États qui l'ont ratifiée, de la Convention internationale des droits de l'enfant. Notre pays est ainsi pointé du doigt pour son absence de politique nationale cohérente pour l'enfance, pour la façon dont il traite de nombreux enfants en situation de grande vulnérabilité, pour les violences exercées par l'État lui-même et les institutions sur les enfants¹.

Des associations et collectifs d'enfants, de familles et de professionnels qui représentent des capacités importantes d'expertise et d'amélioration du sort des enfants se sont souvent exprimées, tant pour dénoncer les dérives et carences des politiques gouvernementales que pour faire des propositions. Jusqu'à présent, leur voix a rarement été entendue. Souvent même, elle a été caricaturée.

Aussi, aujourd'hui, de nombreuses organisations ont-elles jugé de leur responsabilité de mobiliser largement la société civile dans des *états générEux pour l'enfance*. Elles ont lancé un appel à doléances et ont décidé de regrouper celles-ci dans le présent *Cahier de doléances en faveur de la cause des enfants*.

Ce cahier permet de dresser un état des lieux de la situation des enfants dans les différents domaines de leur vie, d'analyser ces situations au regard des politiques publiques mises en place et d'énoncer secteur par secteur, les réponses que les professionnels, les familles, les enfants eux-mêmes, peuvent légitimement proposer.

Les doléances ici réunies sont autant d'actes de résistance. Leurs auteurs, syndicats, associations, collectifs, ont veillé à ne pas tomber sous le charme de l'enfance rêvée, à ne pas rêver l'enfance. Ils ont repris de leur cœur de métiers et de leurs mobilisations citoyennes, prosaïquement, quotidiennement, dans la diversité de leurs expériences et de leurs pratiques, tout ce qui sape les fondements même de leurs engagements pour l'enfance. Ces projets et ces façons d'être avec les enfants, chacun, de sa place, dans son champ de discipline ou d'activités, de pensée ou de travail, s'emploie tous les jours à les défendre. Mais ici, ils se sont retrouvés, plus nombreux, plus forts, plus conscients que jamais de cette nécessité de faire œuvre commune, de faire lien, de faire corps, pour dénoncer haut et fort, avec des mots précis, choisis, élaborés, en une parole collective, professionnelle et citoyenne, cette non-politique actuelle en matière d'enfance.

¹ Le lecteur trouvera en annexe I des extraits des Observations du Comité du 22 juin 2009.

L'importance de la mobilisation autour des *états générEux pour l'enfance*, la centaine de contributions récoltées en moins d'un mois, leur diversité, leur qualité, constituent indéniablement un signal fort. Cette réactivité et cette richesse témoignent du vaste mouvement qui, au sein de la société civile sous toutes ses formes, aspire à faire appel à d'autres pratiques que celles qui sont aujourd'hui promues et à faire entendre un autre discours que celui qui nous est imposé pour l'enfance.

Trop de décisions, de lois, de dispositifs sont mis en place en dehors de toute concertation et même de toute information. L'élaboration d'une nouvelle politique doit s'appuyer sur un vaste débat public tant elle engage l'avenir même de notre société. *Les états générEux pour l'enfance* en appellent à une large mobilisation et aux ressorts de l'intelligence de tous ceux à qui la cause des enfants importe.

Michel Del Castillo écrit quelque part que le silence, c'est la décence. *Les états générEux pour l'enfance* ont décidé d'être délibérément indécents. Ils prennent la parole que l'on ne leur a pas donnée et maintenant ils la rendent à tous, pour qu'ensemble, nous construisions une vraie politique pour l'enfant en France.

